

des études classiques et spécialisés par des études qu'ils achèveraient dans nos écoles catholiques d'agriculture, comme celles d'Oka et de Ste-Anne de la Pocatière.

On se plaint, dans certaines régions, de l'antipathie croissante entre les municipalités de villages et les contribuables de la campagne. Le tort n'est pas toujours du côté du cultivateur. Il se défie des meneurs de village, qui ne représentent pas nécessairement l'intelligence ni même l'honnêteté. Cet antagonisme menace de devenir un mal social. Pour le moment, il paralyse les bonnes mesures, en faveur de la tempérance, par exemple, et parfois, en faveur des améliorations d'ordre matériel. Dans tel village, les élections municipales font plus de bruit et voient autant de corruption que les élections provinciales ou fédérales. Or, sans exagérer, on peut penser qu'un cultivateur instruit, l'esprit moins timide, la parole plus déliée, pourrait accomplir dans ces milieux troublés un excellent travail d'éclaircissement et d'épuration. Sans doute, il lui faudra du tact pour s'imposer sans y paraître prétendre. Mais qui ne voit que ce ne sera pas trop de s'être fortifié le jugement par six ou huit années d'études classiques, s'il doit avoir des idées claires pour lui-même et pour tant d'autres ! Dans le monde politique, je sais bien que, pour avoir l'avantage d'être une démocratie, nous verrons toujours nos gouvernements dirigés par une majorité d'avocats : il faut s'y résigner ou s'en réjouir. Cette classe très brillante et très entreprenante ne monopolise tout de même pas l'intelligence de tous les besoins du peuple, qui souffre de n'être pas assez représenté par les siens. Mais les cultivateurs ont sur bien d'autres une supériorité de jugement qui leur fait reconnaître leur incompétence en matière de législation. Ils s'abstiennent de briguer les suffrages de leurs congénères. Pourquoi n'ont-ils pas un certain nombre des leurs, je ne dirai pas plus sages, mais plus aptes à exprimer en public la pensée souvent profonde et la sagesse rarement en défaut de notre population chrétienne des campagnes ? Car il est là notre peuple, bien plus que dans les agglomérations des centres industriels. En tout cas, c'est dans nos paroisses que bat le cœur de la race canadienne-française. Est-on bien sûr que tous les professionnels de la politique canadienne représentent ce peuple et connaissent le vrai rythme de ce cœur ?